



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 5 septembre 2024

Arrêt maladie : les fonctionnaires malades de l'austérité et de leurs employeurs !

Et c'est reparti, un énième rapport des inspections générales (IGF et IGAS) sollicité par Gabriel Attal stigmatise à nouveau les fonctionnaires.

Reprenant des statistiques annonçant 14,5 jours d'absence en moyenne pour les agents publics contre 11,7 jours pour les salariés du privé, ce rapport calcule le coût des arrêts maladie pour chercher des économies dans le cadre du projet de loi de finances 2025.

D'autres pistes comme ne plus rémunérer les fonctionnaires à plein traitement en arrêt maladie mais seulement à 90% est un scandale et une manipulation. En effet, en arrêt maladie les fonctionnaires perdent déjà leurs primes dès le 1er jour d'arrêt sachant que celles-ci représentent en moyenne 24,3% de leur rémunération. Donc vouloir baisser de 10% le traitement ferait une perte de plus d'un tiers de leur rémunération.

A la maladie, les inspections veulent ajouter la précarité, une honte !

Ce rapport devrait d'abord rappeler en préambule qu'on ne compare pas les mêmes populations. En effet, la moyenne d'âge est plus élevée dans la fonction publique et proportionnellement les missions (métiers) sont plus pénibles. A eux seuls, ces deux éléments expliquent le faible écart (2,8 jours par an) entre les deux secteurs.

Concernant le jour de carence (contre 3 jours dans le secteur privé mais qui ne s'appliquent pas pour plus des 2/3 des salariés qui sont couverts par des accords divers), FO Fonction publique a toujours exigé son abrogation car son seul objet est de réduire la dépense publique et non d'améliorer la prise en charge des arrêts maladie.

A ceux qui attaquent de tous côtés les fonctionnaires qui abuseraient des arrêts maladie, ou même seraient soupçonnés de ne pas être malades, il faut rappeler leur présence, leur dévouement lors des événements dramatiques ou pas, vécus par le pays : attentats, Covid, crises climatiques, organisation des JO, etc.

Enfin, si les fonctionnaires sont parfois en arrêt maladie, c'est avant tout de la responsabilité de l'employeur public et notamment de l'Etat employeur.

Les suppressions de postes subies depuis des années, les restructurations permanentes, l'affaiblissement pour ne pas dire la suppression de la médecine de prévention, la surcharge de travail, et le manque de moyens matériels sont les causes de la dégradation de la santé des agents.

Les contre-réformes des retraites obligeant les agents à travailler plus longtemps sont responsables également.

Pour FO Fonction publique, l'urgence c'est l'arrêt des réformes, des suppressions de postes, l'abrogation de la réforme des retraites et l'amélioration du pouvoir d'achat et des carrières.

Les fonctionnaires ne sont pas une dépense mais une richesse pour notre pays car ils garantissent grâce à leur statut et leurs missions, les valeurs républicaines et la cohésion sociale.